

Viva Cité

LE JOURNAL DES QUARTIERS DE STRASBOURG

Du 1^{er} au 21 avril 2019 > n° 35 • 1,50 € • ISSN 2268-7602

A photograph of a woman with short grey hair and glasses, wearing a blue sweater, speaking into a microphone. She is surrounded by a diverse group of people, some looking towards her. The background is slightly blurred, showing other attendees in a public setting.

**Aux débats,
citoyens !**

**Des milliers de personnes
prennent la parole et tentent
de renouveler la politique**

Eckartsweiler, eldorado des kinés

Des étudiants français affluent à la Physiotherapie-Schule Ortenau pour obtenir un diplôme reconnu en France après seulement trois ans de formation.



Sophie Piéplu / CUEJ

Des fermes, des maisons à colombages et une rase campagne à perte de vue, bienvenue à Eckartsweiler.

Ce petit village allemand situé à 8 km de Kehl est devenu un haut lieu de la formation des kinés. C'est ici que se trouve la Physiotherapie-Schule Ortenau (PSO), qui forme en trois ans 350 étudiants au métier de kinésithérapeute. L'école tire sa particularité de sa situation transfrontalière : plus de 80 % des élèves sont Français.

Aline Chec, 22 ans, est en dernière année et révise pour l'examen final. À un mois de la fin des cours, elle se souvient : « C'est ma propre kiné à Mulhouse qui m'avait conseillé cette école. Je ne regrette vraiment pas. » Après son baccalauréat, elle a suivi des cours intensifs d'allemand pendant quatre mois pour obtenir le niveau C1, la seule condition pour intégrer l'établissement.

Dans sa classe de 36 élèves, il n'y a pas un seul Allemand. « Ils ne viennent visiter notre école que vers juillet-août. Mais il n'y a déjà plus de place car les Français sont sur le coup », explique le directeur, Philippe Zwiebel. Ce dernier est lui-même Français et juge le système de formation dans l'Hexagone sélectif et cassant : « On met une pression énorme sur les épaules des jeunes. » En France, il faut cinq ans pour devenir kiné, dont la

■ **Le directeur, Philippe Zwiebel, donne un cours de neurologie pour réduire les patients paralysés au visage**

redoutable première année de médecine. Beaucoup préfèrent donc traverser le Rhin. « Étudier en France, ça voulait probablement dire deux ans de 1^{ère} année de médecine », confirme Aline Chec.

15 800 euros pour trois ans de formation

À Eckartsweiler, les deux tiers des enseignements sont pratiques. En jogging et baskets, les étudiants grimpent sur les tables de massages pour observer leur professeur avant de ré-

péter les gestes sur leurs camarades. L'ambiance est détendue, les gestes assurés.

Ce parcours transfrontalier est possible depuis 1994, année où fut ins-

taurée l'équivalence des diplômes au sein de l'Union européenne. Une fois diplômée, Aline Chec n'aura à patienter que trois mois avant d'obtenir l'autorisation d'exercer en France.

Comme toutes les écoles de kinésithérapeutes en Allemagne, la formation proposée est payante : Aline Chec a déboursé 15 800 euros pour trois ans. Une somme qui lui paraît justifiée : « C'est un investissement, mais le marché est sûr, on sait qu'on trouvera tout de suite

du travail en France. » Presque tous les élèves français projettent de retourner dans leur pays pour exercer.

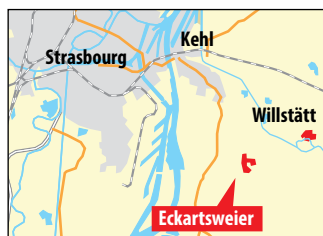
Les quelques Allemands se sentent souvent isolés. « Parfois, les étudiants s'attendent à ce qu'on parle français, alors que l'école se trouve en Allemagne... La moitié des enseignants vient de France aussi, on se sent parfois exclus », confie Luka Misetec, qui fréquente l'établissement depuis deux ans : « Les Français restent entre eux, et nous aussi. Moi, ça ne me dérange pas, mais je connais plusieurs personnes qui ont changé d'école pour cette raison. »

Des retombées économiques

Créée dans les années 1980, la Physiotherapie-Schule formait à l'origine des masseurs pour les centres balnéaires. Philippe Zwiebel a repris l'école en 1993 et axe la formation sur la kinésithérapie. Un développement qui profite aux rares commerces alentours. L'unique boulangerie de Willstätt et le kebab Memo voient défiler les étudiants dès 11h30. Comme beaucoup de retraités du coin, Brigitte et Klaus Keil louent le sous-sol de leur maison à une future kiné. Ils habitent à Marlen, à 3 km de l'école. « Nous préférons louer aux étudiants. Ils sont là pour une longue durée et ils sont très studieux. Il n'y a aucun problème », commentent-ils.

Le flot de Français n'est pas prêt de se tarir car l'école continue de s'agrandir. « Je fais partie des dernières petites classes. Ça devient difficile de trouver une salle libre pour réviser », regrette Aline Chec. Au fil des années, Philippe Zwiebel a racheté des bâtiments à Eckartsweiler et Willstätt afin de créer salles de cours et logements pour étudiants. « Une école dispersée dans plusieurs villages crée une autre dynamique », argumente-t-il. Tout y est passé. L'ancien presbytère, l'école maternelle, l'ancienne mairie, l'ancien gymnase... Au point qu'une rumeur courait que le directeur allait racheter tout le village !

**Sophie Mercier
Sophie Piéplu**



2000

euros sont attribués à chaque élève kiné par le Land de Bade-Wurtemberg

La forêt plie sous la chalarose

Les frênes de la Robertsau sont touchés par la chalarose, un champignon venu de Pologne. Seule solution : une vaste campagne d'abattage.

Pour votre sécurité, la circulation en dehors des sentiers balisés est interdite : les promeneurs sont avertis d'emblée. Dans la forêt de la Robertsau, depuis le mois de janvier et jusqu'au 15 mars, les services de l'Eurométropole - bûcherons et palefreniers - s'affairent dans cette zone de 480 hectares pour couper une espèce spécifique : le frêne. Ce dernier représente 30 % du peuplement de la forêt. Jour après jour, des dizaines de troncs d'arbres sont empilés dans les allées. S'ils ont été coupés, c'est parce qu'ils sont malades et menacent de tomber. Ils sont victimes d'un champignon venu de Pologne, la chalarose.

Cette maladie, détectée pour la première fois en Alsace en 2008, attaque et fragilise les frênes uniquement, au niveau des branches et à la base de l'arbre. La densité de frênes et l'humidité en milieu forestier favorisent la propagation du champignon. Selon Benoît Marçais, directeur de recherche à l'Inra (Institut national de la recherche agronomique) de Nancy, « il n'y pas d'antidote, il faut apprendre à vivre avec ». Les solutions consistent à abattre les arbres malades et replanter des frênes résistants, mais aussi mélanger les espèces d'arbres pour éviter la progression du champignon.

L'abattage comme unique solution

Le personnel de l'Eurométropole, basé à la ferme de Bussierre, près du parc de Pourtalès, sécurise les lieux. Avant le début de cette première opération d'abattage qui mobilise six agents, l'ONF (Office national des forêts) a marqué à la peinture orange 964 arbres malades.

Les premiers à l'œuvre dans la forêt sont les palefreniers. Ils équipent les chevaux de leur collier de débardage et rassemblent les troncs sur les chemins. Le bois peut aussi être laissé en forêt pour contribuer au cycle de la



Pauline Dumortier / CUEJ

matière organique, ou vendu dans le quartier de la Robertsau. « Cette vente a principalement une vocation sociale pour permettre aux habitants de bénéficier de bois de chauffe au prix coûtant », précise Adrien Schverer, de la direction des espaces verts de la Ville. Patrice Bernhardt et ses collègues bûcherons débutent, eux, leur journée vers 9h. Équipés de leur pantalon vert et casque orange, ils scient ou tirent à l'aide d'un câble et d'un tracteur de huit tonnes les arbres marqués. Mais l'abattage n'est pas systématique : « Si on estime qu'ils ne sont pas dangereux, on ne les abat pas. On demande toujours à nos chefs de venir vérifier, car si l'arbre fait des blessés, ce sera de la responsabilité de la municipalité », explique Patrice Bernhardt.

Un danger méconnu des promeneurs

La chalarose est devenue un enjeu de sécurité publique depuis quatre ans. « Dans la forêt de l'Illwald, à Sélestat, on a évité le pire. Un frêne est tombé juste à côté d'un groupe de randonneurs »,

■ Atteint de chalarose depuis un an, cet arbre n'a pas résisté à la tempête du 5 mars

1%
des frênes résistent à la chalarose

3
bûcherons sont nécessaires pour assurer la sécurité lors de l'abattage d'un arbre

rappelle Michel de la Barre, secrétaire adjoint de la fédération du Club vosgien. Dans les bois de la Robertsau, si certains chemins sont interdits à la promenade, sur le terrain, aucune barrière ne bloque l'accès aux tronçons concernés. Et les marcheurs - estimés à 400 000 par an - ne semblent pas tous sensibilisés au problème, voire l'ignorent.

L'association CINE de Bussierre, une maison de la nature aux abords de la forêt, est en première ligne. « À notre échelle, nous avons deux moyens d'action face à la dangerosité de cette maladie. D'abord respecter les interdictions de la Ville, mais aussi informer les marcheurs », explique Clémentine Gavarini, la directrice.

Pour l'instant, les chemins restent fermés en vertu de l'arrêté municipal du 19 avril 2018. « La réouverture de certains d'entre eux est envisageable, mais tout dépendra, l'année prochaine, des nouvelles expertises de l'ONF », précise Adrien Schverer.

**Pauline Dumortier
Marie Pannetrat**

Passion et business font la paire

Les fans de la sneaker saluent l'arrivée du magasin Impact Premium. Plus qu'une simple chaussure, la basket fascine et fait l'objet d'un lucratif marché de la revente.

Confortablement installé sur une banquette, face à l'imposant mur de baskets, Nicolas esquisse un sourire. Il termine de lacer une paire de Nike React Element 87, bleu turquoise, comme il les souhaitait. Moyennant 160 euros, son vœu est sur le point d'être exaucé. « Ce modèle s'est vendu comme des petits pains, on est pratiquement en rupture de stock », se réjouit Maxime, un des vendeurs d'Impact Premium.

Depuis le 15 février, les fans de sneakers, ces chaussures de sport détournées pour un usage citadin, affluent Petite-Rue-de-l'Église, à Strasbourg, où s'est installée cette franchise. Fondé en 2001 à Mulhouse, Impact Premium est une des rares enseignes à proposer des éditions limitées des plus grandes marques de sportswear, telles que Nike, Adidas ou encore Puma. On n'y vient pas simplement acheter des chaussures. Reprenant les codes de la culture skate, le magasin, spacieux, au design épuré, est aussi un lieu d'échange entre passionnés de la sneaker. « Au début, Impact était un skateshop », rappelle Ludo, responsable de la boutique.

Le resell : un business organisé

Cette implantation fait souffler un vent nouveau sur Strasbourg et renforce le culte de la sneaker. De quoi permettre à un marché parallèle de s'organiser. Ceux qui pratiquent le resell (la revente) profitent de la rareté des sneakers pour acheter puis revendre ces exclusivités avec bénéfice. Yordan Bohbot s'adonne à ce business. Appelé Bobi Kixx sur les réseaux sociaux, cet agent immobilier s'est forgé une clientèle fidèle au fil du temps. Des acheteurs parfois prêts à déboursier de 500 à 2 000 euros pour s'adjuger le Saint Graal, qu'ils n'auraient pas pu obtenir lors de sa sortie officielle, faute de quantité. Yordan Bohbot ne lésine pas sur les moyens : « Je me tiens informé sur Twitter des dernières



Benjamin Martinez / Cue

sorties. Si une chaussure a un potentiel de revente, je peux acheter 10 à 20 paires pour réaliser un bénéfice. » « Souvent, tu as des resellers qui viennent acheter le plus de paires possible et ça passe sous le nez de gens qui ont envie de les porter », regrette Ludo.

Si pour Yordan Bohbot, il ne s'agit que d'arrondir ses fins de mois, d'autres revendeurs sont plus organisés : « Certains trichent en utilisant des robots sur Internet qui anticipent les sorties sur les sites. Il y a des mecs qui font des centaines de milliers d'euros avec des bots », rapporte-t-il. Krish Mooroooven, conseiller en vente à Adidas Strasbourg, confirme : « Le resell est devenu un mode de distribution à part entière. » Les sites comme l'américain GOAT, qui s'adonnent à ce commerce, pullulent sur Internet. La demande ne cesse d'augmenter pour des sorties parfois limitées à seulement quelques milliers d'exemplaires. Un phénomène que les spécialistes nomment « a fear of missing out » : la crainte de manquer.

Une histoire derrière chaque basket

La sneaker est devenue un objet qu'on admire. Certains lui vouent une passion invétérée. Yordan Bohbot en

■ Dans le magasin Impact Premium, un coin éphémère change en fonction des nouvelles sorties

est conscient : « La sneaker, c'est une façon de s'exprimer à travers une marque, un sport ou une mode. » Alexandre Blum, fondateur en 2015 de l'association Sneakers Empire, dispose d'une collection de près de 170 paires. « Au-delà du simple objet fabriqué en Chine, c'est une madeleine de Proust qui renvoie à la célébration de la culture hip-hop afro-américaine des années 1980/1990 », remarque-t-il. bercé par les performances de Michael Jordan sur les parquets de la NBA, il a assisté à la démocratisation de la marque de l'ex-joueur des Chicago Bulls. « J'ai pas envie qu'on passe pour des collectionneurs d'alumettes. Je pourrais participer à un "dîner de cons", mais au-delà de la consommation, il y a une histoire derrière chaque basket », souligne-t-il.

Ce professeur de management de 40 ans ne porte pas les trois-quarts de ses chaussures. Il préserve ses modèles préférés. À l'image de sa coqueluche, la Jordan 6 Infrared, dont il possède cinq versions rééditées depuis sa sortie en 1991. Une passion qu'il partage chaque mardi soir à 20h en décryptant l'actualité de la basket sur les ondes de *Radio Bienvenue Strasbourg*, avec sa clique de Sneak On air.

**Benjamin Martinez
Nathan Ramaherison**

1988

C'est l'année de fondation de la marque Air Jordan, en collaboration avec Nike

Les bonnes recettes des microbrasseurs

La qualité plutôt que la quantité, c'est le pari économique des huit artisans brassicoles de l'Eurométropole, dont la clientèle est surtout locale.



Nicolas Robertson / Cuij

On s'est lancés il y a trois ans et on commence enfin à se verser un salaire», se réjouit Erwin Sohn, co-gérant de la microbrasserie des 3 Mâts du Neuhof. Licence d'agroalimentaire, spécialité boisson, de l'université d'Artois en poche, il s'est associé avec son ami d'enfance, Julien Richez, diplômé en management projet construction. Ils produisent 500 hectolitres par an pour un chiffre d'affaires de 120 000 euros, en hausse de 220 % entre 2017 et 2018. « *Le plus important, c'est de faire des bonnes bières* », ajoute-t-il. Un bon début dans un secteur en pleine expansion. Les 3 Mâts, Bendorf, Crafty Tom's, La Perle, La Lanterne... Strasbourg est passée d'une seule microbrasserie en 2010 à huit aujourd'hui, pour 45 en Alsace.

Soutiens publics à l'investissement

Entrer dans le marché de la bière artisanale comporte des contraintes. D'abord en raison des investissements nécessaires, de l'ordre de 100 000 à 120 000 euros pour une petite production. Les deux compères du Neuhof ont bénéficié de l'aide

■ **Matthieu Poggio, 35 ans, prépare le produit phare de Bendorf, l'IPA Queen of Langstross**

500

à 3 700 hectolitres sont produits par an par les microbrasseries de l'Eurométropole

du Feder (Fonds européen de développement régional) et de l'appui de la Ville à hauteur de 30 % de l'investissement total, notamment grâce à leur présence dans une zone franche urbaine.

Ensuite, difficile de faire des économies d'échelle. Dans l'eurométropole, les microbrasseries produisent autour de 500 à 3 700 hectolitres par an. Une goutte d'eau comparé à Heineken et ses 1,3 million d'hectolitres produits annuellement dans son usine de Schiltigheim. Conséquence, le prix de vente au litre est beaucoup plus élevé : de 7 à 20 euros le litre contre 3 euros chez le brasseur schilikois. Et cela se répercute sur le prix au verre. Les coûts de production ne sont pas forcément un handicap, car les microbrasseries s'adressent à une clientèle qui accepte de payer davantage pour une qualité supérieure. La microbrasserie Bendorf de Benjamin Pastoit au Neudorf illustre ce modèle. Créée il y a six ans, elle se fournit en houblon et en malt principalement dans le bassin rhénan, des deux côtés de la frontière. Elle produit 1 300 hectolitres par an avec quatre employés. La distribution se

fait majoritairement auprès de cavistes ou des bars à bières locaux. Les 3 Mâts et consorts mettent cette identité en avant à travers un marketing qui se concentre sur la proximité avec le client et sa fidélisation par une diversité de produits. Bendorf propose par exemple une gamme de bières « Cycles éphémères » qui changent de recette en fonction des saisons. Les 3 Mâts, eux, développent une bière, « L'Abyssale », aux arômes de cacao, de noisette et de café d'inspiration traditionnelle anglaise.

Peu de dépenses marketing

Une stratégie et une vision partagées par Christian Artzner, le patron de La Perle, vieille brasserie originaire de Schiltigheim, et relancée près du quartier de la Meinau en 2015 après une période de fermeture. L'établissement dégage un chiffre d'affaires d'un million d'euros par an avec une progression de 10 à 15 % entre 2017 et 2018 : « *En tout, on est neuf. On produit 3 700 hectolitres par an. Des petites quantités pour plus de qualité. On dépense peu en marketing. On met en avant notre histoire et on propose des visites de l'usine.* »

« *Le développement des microbrasseries n'est pas étonnant. En France, la consommation de bière en général est en augmentation depuis trois ou quatre ans. Elle est passée de 30 à 32 litres par an et par habitant* », explique Éric Trossat, président du Syndicat des brasseurs d'Alsace. Jean-Claude Colin, auteur de *L'ABCdaire de la bière* (éd. Flammarion), constate, lui, l'influence du modèle des microbrasseries sur le secteur : « *Les gros s'intéressent de plus en plus à ce que produisent les microbrasseries.* » A ces dernières de garder leur inventivité pour continuer sur leur lancée.

**Héloïse Lévêque
Thu Thuy Nguyen
Nicolas Robertson**

Maman par surprise

Expérience bouleversante, le déni de grossesse reste méconnu. Un accompagnement spécifique se met en place mais reste fragile.



Je dois filer : ma fille m'attend », s'exclame Mélina Boisson, 21 ans. Il est 19h30, mercredi 27 février, les cours sont finis à l'école d'ostéopathie de Strasbourg. Mais contrairement à ses camarades, la jeune étudiante n'a pas une minute à perdre. Elle doit rentrer à Schiltigheim pour s'occuper de sa petite Emmie, âgée de deux mois.

Mélina Boisson a fait un déni de grossesse : pendant cinq mois, elle n'a eu aucun signe physique et ne se savait pas enceinte. Comme elle, chaque année, entre 600 et 1 800 femmes connaissent ce phénomène en France (1). Des chiffres flous qui illustrent une situation encore méconnue. Aucune étude plus récente n'a été réalisée. « Il n'y a aucune traçabilité des dénis dans les dossiers médicaux à l'hôpital. Ils sont confondus avec toutes les déclarations tardives de grossesse », explique Céline Pernot, responsable des unités pouponnière-néonatalogie de la maternité Sainte-Anne à la Robertsau.

« Cela reste un mystère encore aujourd'hui pour nous. On se dit que

c'est surnaturel quand ça arrive », confie Céline Pernot. Sa consœur, Anne Dieudonné, renchérit : « Il y a tout de même une évolution dans les moeurs et au sein du corps médical. Il y a quinze ans, on ne parlait pas de déni. Les femmes étaient traitées de menteuses. Aujourd'hui, on s'occupe du lien entre la mère et l'enfant. »

Déni partiel ou total

Il existe deux types de déni de grossesse : celui, partiel, qu'a vécu Mélina Boisson, car elle a découvert sa grossesse au bout de cinq mois, et celui, total, quand la femme découvre qu'elle attendait un enfant au moment même de l'accouchement. Dans les deux cas, les femmes peuvent toujours avoir leurs règles et n'ont pas ou peu de prise de poids, leur ventre est plat, le fœtus ne se fait pas repérer. Il bouge peu et se développe discrètement en s'allongeant de façon horizontale et non verticale dans la partie supérieure de l'utérus. Selon Marc Huther, psychiatre intervenant à la clinique Sainte-Anne, « la grossesse ne se passe

■ Emmie est née le 6 janvier. Deux semaines plus tard, sa maman passait ses examens de 2^e année d'ostéopathie

300

femmes ne découvrent leur grossesse qu'à l'accouchement, sur les 1 800 cas de déni annuel

pas qu'au niveau du corps, il y a aussi la réalisation mentale ». Le cerveau commande les changements physiques au cours d'une grossesse. Mais dans les cas de déni, c'est comme si la communication entre le cerveau et le corps était coupée.

La découverte de la grossesse se fait par hasard. « J'avais pris un peu de poids en changeant ma pilule. En voulant en prendre une autre, j'ai appelé mon gynécologue qui m'a conseillé de faire un test de grossesse. Je lui ai ri au nez. Quand il s'est révélé positif je n'y ai pas cru », se souvient Mélina Boisson. C'est après trois tests positifs qu'elle s'inquiète et prend rendez-vous en urgence chez le gynécologue.

« C'était un cauchemar »

C'est seulement après son échographie que la jeune femme prend conscience de sa situation : « Quand j'ai vu le bébé sur l'écran, je me suis décomposée. J'ai compris tout de suite que je ne pourrai pas avorter. C'était un cauchemar, je ne voulais pas y croire. » Un choc apparemment nécessaire pour la jeune femme

(1) Extrait de mise à jour en gynécologie et obstétrique, Collège national des gynécologues et obstétriciens français, 10 décembre 2010

de 21 ans, dont le ventre s'est développé soudainement au cours des heures suivantes. Un vrai corps de femme enceinte qui prouve que l'acceptation psychologique s'est enfin faite. Passé le choc initial, la jeune étudiante doit signaler sa grossesse à l'hôpital. Enceinte de plus de 5 mois, elle dépasse largement le délai de déclaration fixé à 3 mois.

Selon Anne Dieudonné, les déclarations tardives sont toujours un indicateur de fragilité. Les femmes concernées sont aiguillées vers un centre de Protection maternelle et infantile (PMI). Mélina Boisson a ainsi pu bénéficier d'une assistance spécifique durant les quatre derniers mois de sa grossesse : « Au début, j'ai rencontré une assistante sociale. Puis, chaque semaine, j'ai été suivie par une infirmière puéricultrice et psychologue, ainsi qu'une sage femme. L'une s'occupait de la partie physique, l'autre de la partie psychologique. C'était vraiment nécessaire », insiste-t-elle.

Un accompagnement fragile

Aline Woelffel, sage-femme en cabinet au Neudorf, propose des cours de préparation à l'accouchement : un entretien et sept séances, remboursés par la sécurité sociale. Mais pour les femmes en déni de grossesse partiel, « c'est souvent trop peu ». Tout doit aller plus vite alors que le travail psychologique à mener est plus important. « Souvent, la future mère finit par accepter son état. Mais survient alors une énorme culpabilité d'avoir ignoré son bébé pendant tout ce temps », explique-t-elle.

Les cas de déni de grossesse total sont souvent plus impressionnants : « Je me souviens d'une jeune fille de 17 ans, arrivée aux urgences avec sa maman pour de graves douleurs au ventre. Elle a accouché quelques minutes plus tard. Personne n'avait vu qu'elle était enceinte », raconte Alice Dieudonné. Le choc n'épargne personne et ce n'est pas simplement la mère, mais parfois toute la famille qui nécessite une assistance psychologique.

Du fait de la brutalité de la rencontre entre la mère et l'enfant, le lien affectif entre les deux peut être difficile à nouer. « Une maman qui ne tient pas son enfant dans les bras, qui ne lui parle pas, doit nous alerter. Je pratique la sophrologie, la relaxation, pour aider la

mère à prendre contact avec son enfant et ressentir sa présence », détaille Aline Woelffel.

En temps normal, une maman passe trois jours à l'hôpital avant de rentrer à la maison. Le temps d'apprendre à effectuer les premiers soins, les bains, etc. Mais si la jeune mère n'est pas capable de se débrouiller, son séjour peut être prolongé jusqu'à 12 jours. Marc Huther met ce temps à profit pour comprendre les causes de ce phénomène : « C'est un mécanisme qu'on peut rapprocher de l'anorexie, car il permet de se protéger de l'autre. Il faut essayer de comprendre ce qui l'a poussé à faire ce blocage. » Le retour au domicile peut aussi s'avérer difficile. Une aide sociale peut être nécessaire. Il y a trois ans, une mère de deux enfants (âgés de 1 et 2 ans), a appris qu'elle était enceinte de son troisième lorsqu'elle a accouché dans les toilettes. Cela a alerté les services sociaux qui se sont rendus compte que la femme avait besoin d'aide pour l'éducation de ses enfants. Ils étaient en situation à risque. La famille a donc été placée dans le centre parental Marie-Madeleine, à Illkirch-Graffenstaden, pour être suivie par des professionnels : sages-femmes, psychologues et éducateurs spécialisés. Ce foyer accueille 35 femmes, jours et nuits. « Notre première mission est de protéger l'enfant. S'il est placé avec sa mère, c'est que la justice pense qu'il est possible de nouer ou renouer un lien », note Robert Christ, directeur du foyer Marie-Madeleine.

Un nouveau départ

Fort heureusement, le déni de grossesse n'aboutit pas toujours sur des situations tragiques. Pour certaines, l'arrivée du bébé est parfois même un moteur, une nouvelle force de vie. Mélina Boisson est aujourd'hui une jeune mère épanouie, entourée de sa famille et de son compagnon. Tous sont ravis de l'arrivée de la petite Emmie : « Dès qu'on a posé ma fille sur mon ventre, j'ai senti ce lien naturel entre nous. Tout s'est très bien passé. » Un accomplissement pour cette jeune maman qui, quelques mois plus tôt, « ne voulait pas rencontrer son enfant ».

**Sophie Mercier
Marie Pannetrat**

« Quand on vous entend, on a envie de faire claquer les mois de prison ! »

Au tribunal de grande instance de Strasbourg, en ce mois de février, les prévenus ont tendance à se tirer une balle dans le pied.

Raphaël D., a les cheveux gris, une veste grise et les deux mains posées sur la barre. Il est accusé de violences sur son beau-fils de 6 ans. Les images diffusées dans la salle d'audience du tribunal correctionnel ont été tournées par sa grande sœur et montrent une porte entrebâillée d'où s'échappent des bruits de coups et les cris d'un enfant. Elles plongent la salle dans le silence. L'homme de 43 ans se défend : « C'était que des claques. C'était ce qu'il fallait ce soir là. Je voulais qu'il n'ait plus du tout envie de recevoir des fessées. Et sa sœur qui a filmé, elle a l'esprit tordu, elle m'en veut certainement pour quelque chose. » À ces mots, le juge Christophe Schneider éclate : « Quand on vous entend, on a envie de faire claquer les mois de prison ! » Raphaël D. prendra 8 mois d'emprisonnement aménageables dont 4 de sursis et mise à l'épreuve.

Il arrive que les prévenus nient l'évidence, provoquent, jouent aux victimes, se contredisent, mentent ou minimisent, au risque d'aggraver leur cas. Comme cet homme d'une trentaine d'années qui fixe sa victime assise au premier rang et lui envoie des baisers à travers la paroi de verre du box. Vêtu d'un complet jogging blanc, Oussem B. est accusé de violences aggravées en récidive pour avoir frappé sa femme avec un balai, lui laissant une trentaine d'ecchymoses sur le corps. Goguenard, il esquivait les questions du tribunal et lance, en s'adressant à sa compagne : « Elle, elle me comprend. » Le président Schneider le rappelle encore une fois à l'ordre : « Arrêtez de la regarder ! Adressez-vous au tribunal ! » L'avocat de la partie civile parle d'une attitude angoissante pour toute l'assemblée. La procureure, elle, relèvera le courage de la victime qui est parvenue à témoigner à la barre. Oussem B. écoperait de 18 mois d'emprisonnement avec mandat de dépôt à l'audience, dont 6 mois de sursis et mise à l'épreuve avec une interdiction de contact avec son épouse.

Devant le sévère juge Jean-Baptiste Poli, Jordan N., 24 ans, en veste de sport bleue, est accusé de diffusion d'images pédopornographiques en récidive. Il demande un nouveau renvoi pour mieux préparer sa défense, soutenu par son psychiatre. La réponse du magistrat est implacable : « Je m'assois sur votre demande. Je me fous de ce que vous dit votre psychiatre ! » Dans son analyse, un autre praticien assermenté fait état d'un discours plaqué, répétitif et d'un prévenu qui reconnaît les actes mais les minimise. Jordan N. se justifie inlassablement, dans une audience qui durera une heure : « J'assume les faits ici devant vous. Il aura fallu une fois, deux fois, mais cette fois j'ai compris. » Le président du tribunal partage les conclusions de l'expert : « C'est exactement ce que décrit le rapport. Vous récitez votre leçon. » Résultat : 12 mois d'emprisonnement en semi-liberté, dont 5 de sursis mise à l'épreuve.

Héloïse Lévêque



Un art nommé cosplay

Il y a une partie costume, qu'on fabrique nous mêmes, et une prestation sur scène de quelques minutes. C'est comme du théâtre. On a joué la scène où la Belle danse avec la Bête, explique avec enthousiasme Clément Payein, 21 ans, dans la peau de La Bête version Disney. On passe pour des gamins, mais c'est des heures de travail. Le cosplay, c'est un art » Il consiste à créer des costumes et des accessoires d'un personnage, souvent issu de fiction, afin de les revêtir pour incarner ledit personnage lors d'une prestation théâtrale ou photographique.

Comme Clément Payein, des dizaines de cosplayers ont participé au concours organisé par l'association Kakemono durant le week-end Japan Addict des 23 et 24 février à l'espace Marcel Marceau du Neudorf et qui a attiré 1 300 spectateurs.

Le phénomène cosplay est apparu dans les années 1990 en Europe. Bien qu'inventé aux États-Unis, c'est au Japon qu'il prend une ampleur considérable. Les Nippons y apportent leur goût de la création et du mimétisme.

Fabrice Dunis, président de l'association, le rappelle : « En juin dernier, on a fait 9 500 personnes au Zénith. » Il prévoit même de supprimer la Japan Addict de février, car la salle de Neudorf est trop petite, pour faire deux Zenith l'année prochaine...

Nicolas Robertson



Donner de la voix



Nathan Ramaherison / Curej

Gilets jaunes, Grand débat et Marche pour le climat témoignent d'une nouvelle appétence pour la démocratie et d'une volonté de participation à la décision politique.

Salle des fêtes d'Illkirch-Grafenstaden. Au programme de ce 22 février, « *l'organisation de l'État et des services publics* ». C'est l'un des quatre thèmes prévus par le Grand débat national, réponse d'Emmanuel Macron et du gouvernement à la protestation des Gilets jaunes. Six tables ont été installées pour discuter en petits groupes. Au fond à droite, l'échange entre la dizaine de participants peine à démarrer. À l'autre bout de la pièce, d'anciens élus se disputent la parole pour donner leur avis sur la lenteur des démarches administratives. Après vingt minutes, fin des concertations, l'heure est au compte-rendu. C'est la troisième fois que le député MoDem Sylvain Waserman organise un débat dans l'Eurométropole, deux autres sont à venir. « *Le rôle d'un député, ce n'est pas seulement de couper des rubans, avance-t-il. Il doit aussi rapprocher les citoyens.* »

19 février, QG des Gilets jaunes de Strasbourg-République. Au café de Paris, lieu de rencontre privilégié,

■ **Le député Sylvain Waserman organise un débat pour sélectionner les propositions avec les participants**

143

C'est le nombre de Grands débats dans le Bas-Rhin

c'est l'assemblée générale du mardi soir. Le boycott « *du grand blabla* » de Macron fait l'unanimité. « *Nous on veut le débat permanent, la consultation citoyenne via le RIC ! (Référendum d'initiative citoyenne)* », s'exclame Jean-Jacques Pion, 79 ans. Ils sont une bonne cinquantaine à venir échanger chaque semaine, parfois jusqu'à 23h. Sandrine, mère de famille, gilet jaune sur le dos, s'improvise médiatrice. L'aide-soignante lève bien haut la pancarte sur laquelle est inscrit « *30 secondes* ». C'est le temps qu'il reste à Luc pour s'exprimer sur la manifestation de samedi dernier. Ici, chacun dispose d'1 minute 30 à chaque prise de parole. Luc accélère, tente de dépasser le temps imparti et se fait vite rappeler à l'ordre.

Brasserie Schluthfeld à Neudorf, Maël Richecœur organise son premier débat en ce 15 février. De prime abord, le trentenaire se présente comme un citoyen lambda. Mais quand la suppléante du député centriste Sylvain Waserman quitte la permanence voisine et franchit la porte, il admet

à demi-mot : « *Vous l'aurez compris, je suis partisan, mais je ne veux pas que ça impacte le débat.* » Il n'est pas rare de débusquer des partisans En Marche à la manœuvre des débats « *d'initiative citoyenne* ». À quelques semaines des élections européennes, l'occasion est trop belle pour donner un nouveau souffle au mouvement macroniste.

"On ne veut pas de chef"

Les lieux, les contenus, les objectifs sont certes différents. Mais la multiplication de ces prises de parole citoyennes témoigne à la fois d'une appétence nouvelle pour la politique, mais aussi d'une envie de débattre autrement. Les Gilets jaunes ne veulent ni leader ni porte-parole. D'ailleurs, les membres de Strasbourg-République sont majoritairement opposés à une liste pour les élections européennes : « *Un parti ça signifie des chefs, de l'argent, ça implique de la désolidarisation... C'est tout ce qu'on ne veut pas* », affirme Antoine, employé en Ehpad et membre fondateur du QG. Une indépendance que ces Gilets jaunes

défendent ardemment et qui complique la tâche de La France Insoumise (LFI). Le parti lorgne le groupe dont les revendications rappellent son programme. « *Les Gilets jaunes, c'est la révolution citoyenne que Jean-Luc Mélenchon appelle de ses vœux depuis des années* », assure Sébastien Mas, militant LFI, dans le cadre d'une réunion à Bischheim. Les membres du QG Strasbourg-République balayent d'un revers de main cette tentative de récupération, eux qui ont toujours clamé leur dimension apolitique. Il n'empêche, le groupe compte dans ses rangs quelques membres du Nouveau parti anticapitaliste (NPA). « *Ils sont plus efficaces car, par tradition, ce sont des militants aguerris, presque professionnels* », constate Sébastien Mas.

Double casquette : gilet jaune et climat

Gilets jaunes, Grand débat, deux entités qui a priori refusent de dialoguer. Pourtant, il est un sujet qui fait consensus : l'urgence climatique. Sur ce point, Jean-Claude Meyer, figure de la lutte anti-GCO, se veut lucide : « *On peut mener tous les combats qu'on veut, si dans vingt ans il fait cinquante degrés en Alsace, ce sera invivable*. » Le professeur de philosophie à la retraite n'est pas le seul à arborer la double casquette militant écologiste - Gilet jaune. En défilant dans les rues le samedi,

Anna⁽¹⁾, chercheuse en histoire, arbore l'expression « *une seule humanité, une seule planète* » sur sa veste fluorescente, signe que, selon elle, tout est lié. En l'espace de deux mois, dans l'agglomération strasbourgeoise, plus de trente débats institutionnels ont abordé la transition écologique. Le 1^{er} février, Jean-Claude Meyer s'est rendu à l'un d'entre eux à Hautepierre. Il rejoindra aussi la Marche pour le climat du 16 mars, à laquelle convie Colin Wagner. Ce jeune en service civique a impulsé le collectif citoyen Il est encore temps Strasbourg qui regroupe des membres de différentes associations écologistes.

Dans la véranda du bar La Perestroïka, près de la gare, cinq militants écologistes se sont donné rendez-vous autour d'un verre. Lisa est étudiante, elle préfère consacrer son énergie à préparer le prochain rassemblement plutôt qu'à converser climat : « *L'heure n'est pas aux débats sur le fond. Il faut déjà une prise de conscience de la part de la population*. » Le Grand débat ne séduit pas ces jeunes pourtant prêts à s'engager.

Faire participer une autre population

Loin du centre-ville, salle Kléber à Schiltigheim, ils sont venus pour Ahmed Fares. En organisant un grand débat, le conseiller municipal espère faire participer « *une autre population* »,

1055

c'est le nombre de membres du groupe Facebook Strasbourg-République, le 7 mars 2019

d'ordinaire en marge de la démocratie participative, comme celle de la Cité des Écrivains. Une centaine de personnes ont fait le déplacement : jeunes, mères de famille, retraités, issus de l'immigration ou pas. Pas le temps de s'appesantir sur les problématiques nationales, les tracas du quotidien prennent vite le dessus. Une classe qui ferme, le centre social Victor-Hugo qui n'emmène plus les enfants au ski, des actes de délinquance répétés sans personne vers qui se tourner. Alors à la question : « *En qui faites-vous le plus confiance pour vous faire représenter dans la société et pourquoi ?* », une mère de famille répond sans ambage : « *Je fais confiance à la famille et au quartier*. » L'assemblée acquiesce.

Interrogation sur le futur

Et puis, débattre, c'est bien, et après ? Si le goût pour la discussion est là, une interrogation demeure sur les débouchés politiques. Au débat d'initiative citoyenne de Cronenbourg, une dame s'interroge : « *Si on devait résumer ce dont on parle ici, ce serait le changement de modèle. Et je ne suis pas sûre que le gouvernement soit prêt à l'entendre, alors à quoi sert ce Grand débat ?* » La forme aussi questionne : comment exploiter la quantité astronomique de contributions déposées sur le site national ? Les revendications locales ne vont-elles pas passer inaperçues ? Une chose est sûre, selon Bertrand Rietsch, venu débattre à Fegersheim, « *on ne peut pas organiser un tel raout et après s'asseoir dessus*. »

La question de l'après débat se pose aussi dans les rangs des Gilets jaunes. Après seize samedis de mobilisation, ils sont nombreux à vouloir donner un nouveau souffle au mouvement. Dimanche 24 février à Illkirch-Graffenstaden, la « *rencontre pour une coordination des Gilets jaunes de l'Est* » a rassemblé 38 QG locaux : l'objectif, trouver des points d'entente et se fédérer au niveau régional. Il est ressorti des discussions une liste de revendications communes défendues lors du Grand contre-débat prévu le 17 mars, deux jours après la date butoir pour déposer ses contributions sur le site du Grand débat national.

2000

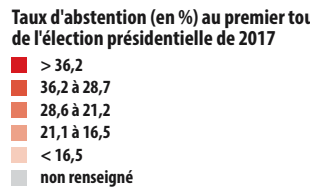
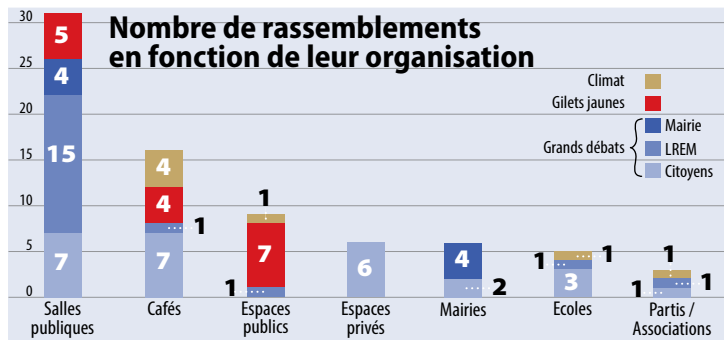
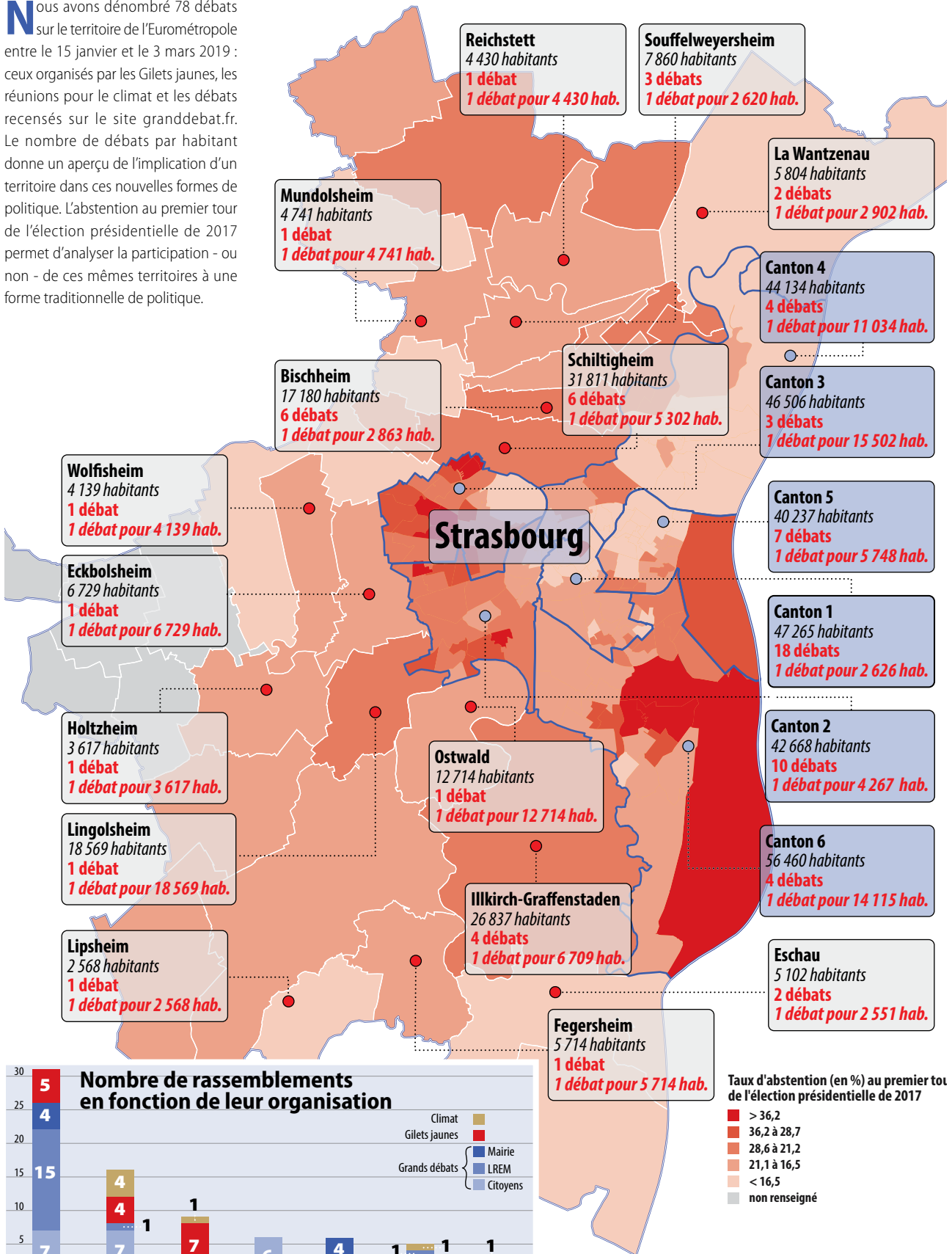
c'est le nombre de personnes mobilisées à la dernière Marche pour le climat à Strasbourg, le 27 janvier 2019



■ À Illkirch-Graffenstaden, 200 gilets jaunes du Grand Est mettent leurs idées en commun

(1) Le prénom a été changé.

Nous avons dénombré 78 débats sur le territoire de l'Eurométropole entre le 15 janvier et le 3 mars 2019 : ceux organisés par les Gilets jaunes, les réunions pour le climat et les débats recensés sur le site granddebat.fr. Le nombre de débats par habitant donne un aperçu de l'implication d'un territoire dans ces nouvelles formes de politique. L'abstention au premier tour de l'élection présidentielle de 2017 permet d'analyser la participation - ou non - de ces mêmes territoires à une forme traditionnelle de politique.



Sources : INSEE, granddebat.fr, Cuej, cartotheque.strasbourg.eu

Sous l'œil du maire

Le maire de Fegersheim a organisé un Grand débat, le mercredi 27 février. Si la parole est libre, l'édile n'hésite pas à recadrer ses administrés.

Il est 19h30, les citoyens-débatteurs arrivent, assez nombreux, au centre sportif et culturel de Fegersheim. Ils se claquent une bise, saluent le maire Thierry Schaal, sans étiquette, et prennent place dans un des quatre coins de la salle – un pour chaque thème du Grand débat national. En tout, une bonne centaine de participants. Mieux qu'à Lipsheim : le 22 février, la députée LREM Martine Wonner avait rassemblé 70 personnes.

« On le fait parce qu'on est le relais de l'État. Et puis, on est bons élèves », confie Emmanuelle Olland, chargée de la communication de la ville. À Fegersheim, les cahiers de doléances ont fait un bide – cinq contributions pour 5 476 habitants – et on n'a pas remarqué de Gilets jaunes sur la commune. Alors, pour faire venir les citoyens, près de 2 500 tracts ont été déposés dans les boîtes aux lettres.

« J'ai la rage », lâche Élisabeth, qui s'est directement installée avec son mari Gilles dans le groupe – le plus nombreux – « Fiscalité et dépenses publiques ». Premier Grand débat pour les deux retraités qui se sont pris de plein fouet la hausse de la CSG. Ancienne assistante commerciale et ex-employé de banque, ils partagent « le malaise des Gilets jaunes, l'impression d'être des pions ». Président du cercle généalogique d'Alsace, Bertrand Rietsch, lui, ne connaît pas de Gilets jaunes : « Ce n'est pas mon milieu. » Mais il admet qu'avant, « on n'avait pas idée que cette pauvreté existait vraiment ».

Petite musique libérale

Les débats commencent. Pour les encadrer, pas moins de dix personnes : quatre citoyens sollicités par la commune animent chaque thème, quatre employées de la mairie font office de greffières. Et deux bénévoles de l'Association nationale des médiateurs modèrent le tout, en glissant de cercle en cercle leur mine apaisante, habituée aux conflits de couples et



Julia Toussaint / Cuej

de copropriétaires. Le maire circule, écoute et intervient pour donner son expertise ou son avis de citoyen.

Le groupe fiscalité est le plus agité. D'emblée, la fiche « diagnostic » établie par la Mission Grand débat est contestée, et l'animateur, un bénévole du conseil des aînés, se fait houspiller : « Les questions sont fermées, c'est biaisé », « mais j'y peux rien, moi, je lis seulement les documents fournis ! » Les propositions, en vrac : supprimer « toutes les assemblées qui ne servent à rien », réduire les avantages des anciens présidents et ministres, « gérer le personnel de l'État comme les sociétés privées », etc. Une petite musique libérale domine. Pas étonnant dans une commune où François Fillon et Emmanuel Macron ont chacun fait plus de 23 % au premier tour – talonnés par Marine Le Pen. Hélène, 26 ans, prend la parole : chômeuse depuis janvier, elle a cumulé neuf CDD avant d'apprendre que sa boîte, une entreprise pharmaceutique, ne l'embaucherait finalement pas. Gêne parmi les débatteurs. En aparté, Bernard Schaal, conseiller municipal remarque : « Regardez nous, c'est une assemblée de retraités, il suffit qu'une jeune nous fasse part de son expérience pour remettre en cause beaucoup de nos clichés sur les chômeurs. »

■ **Autour de la table Démocratie et citoyenneté, les participants questionnent le rôle des élus**

5476

c'est le nombre d'habitants à Fegersheim

21h30 : fin des débats thématiques. Chaque animateur vient restituer les principaux points évoqués devant l'assemblée, qui débat désormais en plénière. Le maire, debout, micro à la main, bouillonne : « Je veux bien diminuer les dépenses de fonctionnement, mais alors soyez prêts à voir diminuer aussi les services. » Ou encore : « Je vous invite à vivre un mandat de maire, pour vous rendre compte des réalités ! »

Détendu et sûr de lui, Thierry Schaal fait penser à Emmanuel Macron. Mais se fait violence pour ne pas intervenir autant que le patron de l'Élysée : « Je dois garder un devoir de neutralité, mais des choses fausses sont dites : je n'ai pas augmenté les impôts locaux, c'est la base d'imposition qui a augmenté, et elle ne dépend pas de la commune. Comme maire, j'ai un pied dans l'État, donc c'est à moi de rectifier. »

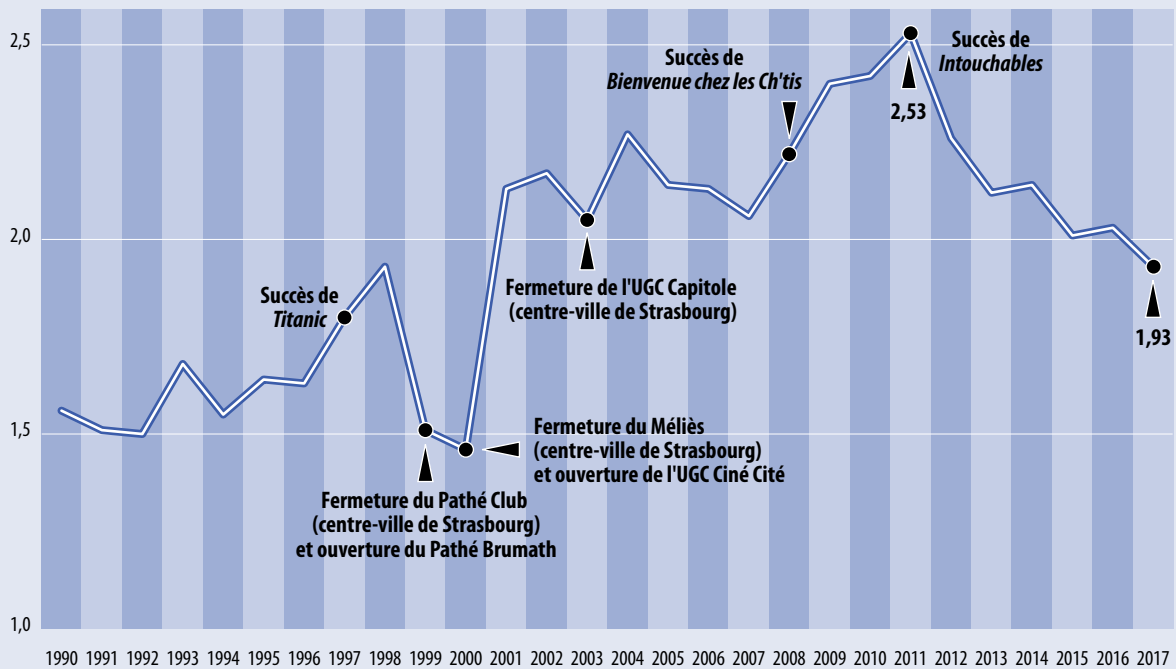
En fin de soirée, vers 23h, Christophe, animateur en Ehpad improvise un petit sondage : « Qui n'a pas voté à la présidentielle ? » Une main se lève. « C'est bien ce que je craignais, le Grand débat ne touche pas ceux qui ne s'intéressent pas à la politique. » Pas faux, selon Gilles : « Moi-même je suis agent recenseur ; j'ai reconnu quatre de mes collègues dans la salle. Et ceux qui, comme moi, assistent aux conseils municipaux, je les ai presque tous vus ce soir. »

Dossier réalisé par :
Nicolas Massol
Macha Menu
Stacy Petit
Nathan
Ramaherison
Julia Toussaint

MK2 Schiltigheim : Impact imminent sur l'eurométropole

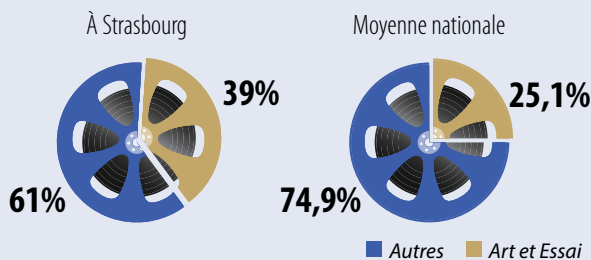
Fréquentation des cinémas de l'Eurométropole

► Nombre d'entrées par an en millions

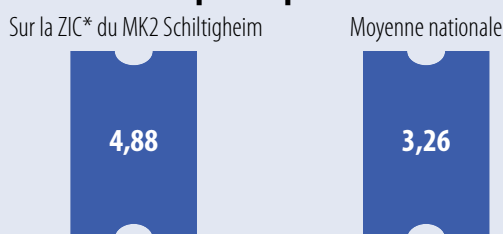


© Cuej Infographies / Sources : CNC

Part des films Art et Essai en 2017

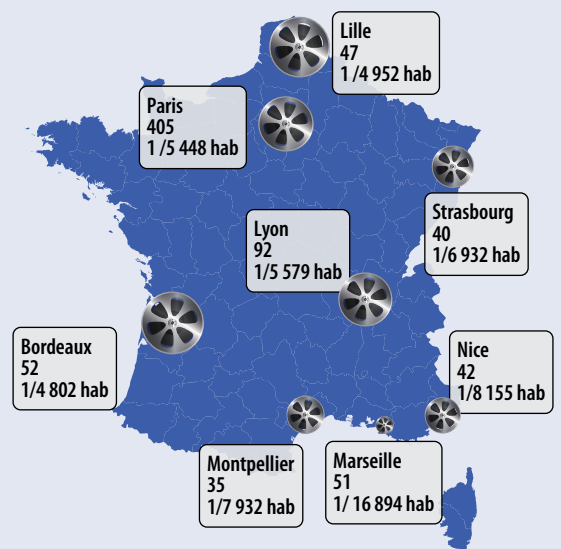


Nombre de films par an par habitant en 2017



*ZIC: Zone d'Influence Cinématographique

Nombre d'écrans de cinéma en 2017



© Cuej Infographies / Sources : CNC

Le groupe MK2 a choisi Schiltigheim pour implanter son premier cinéma en province. C'est dans l'ancienne brasserie Fischer de Schiltigheim que devrait s'installer ce complexe de neuf salles (1404 fauteuils), en 2020, qui souhaite être labellisé Art et Essai.

Le 21 septembre dernier, la Commission nationale d'aménagement cinématographique (CNACI) a donné son feu vert au projet de la société fondée par le producteur Marin Karmitz et qui comptabilise déjà onze cinémas à Paris.

Stephane Libs, gérant des deux cinémas Star du centre-ville de Strasbourg et futur directeur du complexe, affirme qu'aucun des établissements Star ne fermera par

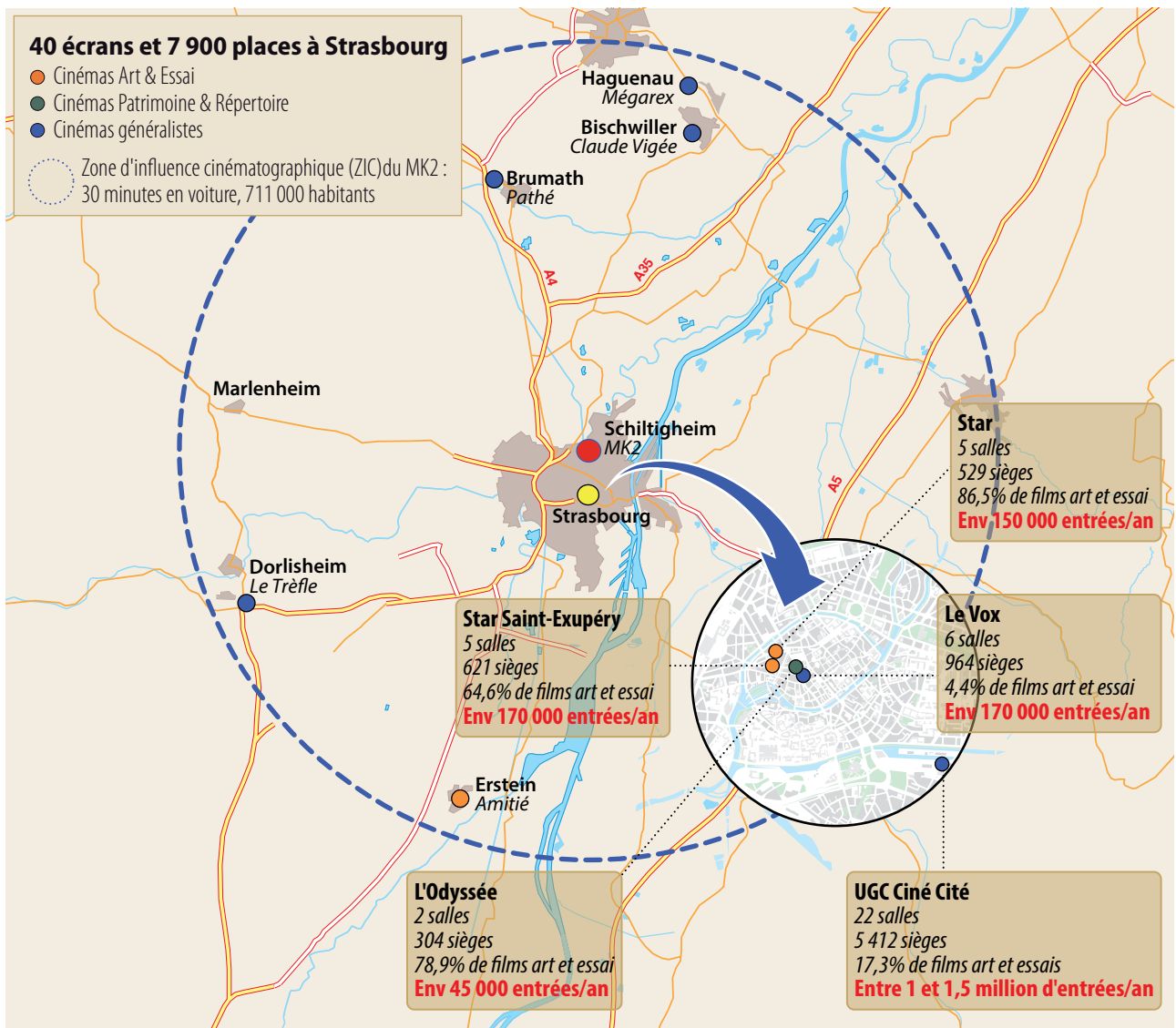
transfert d'activité. Mais l'inquiétude est palpable du côté de René Letzqus et de sa fille Éva. À la tête du groupe L.M. Finances, ils exploitent l'actuel cinéma Vox qu'ils espèrent déménager au centre Halles en y construisant un multiplexe (et reconvertir en parallèle le Vox). Mais ce projet est bousculé par l'arrivée du MK2. La CNACI a rejeté leur recours intenté contre MK2, mais René Letzqus vient de faire appel devant la cour administrative de Nancy.

« L'ambition et l'enjeu du projet sont de renforcer les salles existantes plutôt que de les concurrencer », argumente Nathanaël Karmitz, le fils de Marin et l'actuel cogérant de MK2. Les ambitions ont d'ailleurs été réduites. Le futur complexe devait à l'origine contenir 14 salles, mais « cela aurait

potentiellement impacté les cinémas du centre-ville de Strasbourg », reconnaît l'exploitant. De son côté, Éva Letzqus assure que leur projet de complexe aux Halles « n'est pas un danger pour les cinémas Star, car sa programmation n'irait pas sur les films Art et Essai ». Les deux exploitants démentent donc les risques de désertification cinématographique du centre-ville de Strasbourg.

Cependant, selon le directeur du cinéma l'Odyssee, Faruk Günaltay (subventionné et donc peu menacé pour sa part) : « À la création de l'UGC Ciné Cité en 2001, son propriétaire, qui possédait aussi le Capitole, avait promis de le maintenir. Moins de deux ans après, il a fermé. » Le doute est donc permis.

Jonathan Trullard
Sophie Piéplu



Docteur agitateur

Engagé auprès des plus fragiles, le psychiatre Georges Federmann critique le corps médical et le rappelle à ses responsabilités.

C'est à La Taverne Française, son bar préféré, qu'il aime boire son sirop d'orgeat, « moins cher que le ticket de tram ». Mais c'est le brassage de la clientèle qu'il apprécie surtout là-bas, ces mecs à la rue, au RSA, ces étudiants, ces artistes... Rien d'étonnant venant de lui. Georges Federmann, psychiatre à la retraite mais qui n'a cependant pas décroché, se consacre depuis trois décennies aux plus fragiles. Il reçoit ainsi dans son cabinet de la rue du Haut-Barr les étrangers en situation irrégulière, les toxicomanes, les SDF et les autres exclus de la société, des patients qu'il va souvent chercher directement dehors ou dans les associations.

Sujet de deux documentaires

Dans *Le diwan du monde*, en 2016, la caméra du réalisateur Swen de Pauw filme ses consultations. On y découvre alors un docteur original, en t-shirt Batman, s'endormant parfois devant ses clients et leur laissant le libre choix de la posologie des médicaments. Swen de Pauw, à l'époque étudiant à Strasbourg, préparait un mémoire de sociologie sur les salles d'attentes de psychiatres lorsqu'il est entré pour la première fois dans le cabinet du docteur Federmann : « J'y ai découvert une salle blindée de blacks et d'arabes, je n'avais vu ça nulle part ailleurs ! C'est sans rendez-vous chez Georges, alors les patients arrivent et se mélangent », se souvient le cinéaste. Cette année, avec *Comme elle vient*, du même réalisateur, Georges Federmann passe au vitriol une corporation médicale « raciste » qui ne soigne que « les gens quelle reconnaît ». Aujourd'hui, il soutient les revendications des Gilets jaunes et se propose d'y ajouter l'interdiction des dépassements d'honoraires et la systématisation du tiers payant. « On n'a rien capté à l'adhésion des médecins allemands au nazisme, c'est comme si on était passé à côté de l'enseignement de



Jonathan Trullard / Cuej

■ À la retraite, le docteur continue de recevoir les plus démunis

l'Histoire. On n'est jamais sorti de cette perception hiérarchisée de la valeur de la vie humaine. De nos jours on continue à discriminer : les sans-papiers, les toxicos, les pauvres... C'est du racisme social ! », vilipende le docteur de 63 ans, à la judéité affirmée. Depuis qu'il a co-fondé en 1997 le Cercle Manechem Taffel (du nom de la première victime identifiée parmi les 86 déportés juifs assassinés au Struthof), il se bat pour une reconnaissance de la responsabilité du monde médical pendant la Shoah. Didier Mirabel, médecin et membre du Cercle, explique : « Il a comme obsession de rappeler la capacité du corps médical à dériver dangereusement. »

Marqué par le racisme de sa mère, il porte depuis l'enfance l'espoir d'un monde plus hospitalier. Georges Federmann propose que la médecine soit enseignée par les patients eux-mêmes, « les meilleurs spécialistes de leur douleur », mais aussi par des sociologues et des philosophes, « pour que les médecins ne restent pas étrangers à leur société ».

Des ambitions politiques ? « La politique happe les gens », tranche-t-il. Mais cela

ne l'empêche pas de constituer, avec quelques amis, un « programme municipal sans liste », pour les élections de 2020. Une des mesures évoquées : le droit de vote à tous ceux qui paient la TVA. L'écrivain Joël Henry tente de convaincre son ami de briguer un mandat : « Il serait un bon maire, on serait là pour l'aider s'il acceptait de se faire un peu happer ».

Mais si le discours du psychiatre peut séduire, certains y voient des excès qui peuvent blesser, comme Jean Sibilia, doyen de la faculté de médecine : « C'est un homme de grande qualité humaine mais qui manque parfois de tolérance. Je ne crois pas que le monde médical soit comme il le décrit, c'est une vision qu'il déforme par provocation et stigmatisation. »

Un agitateur, voilà donc une manière de définir ce drôle de docteur, qui se fiche bien d'exaspérer : « Ce qui me nourrit, c'est de faire chier, au sens d'interroger le monde pour éviter qu'il se fige », lance-t-il. Ne pas perdre de vue ses valeurs, c'est donc cela la méthode Federmann.

Jonathan Trullard

Centre universitaire d'enseignement du journalisme (CUEJ), Université de Strasbourg.

11 rue du Maréchal Juin

CS 10068
67046 Strasbourg
Tél : 03 68 85 83 00
<http://cuej.unistra.fr>
<http://cuej.info>

DIRECTRICE DE LA PUBLICATION :
Nicole Gauthier

ENCADREMENT :
Pascal Bastien,
Guillaume Bardet,
Catherine Daudenhan,
Daniel Muller,
Alain Peter

RÉDACTRICE EN CHEF :

Stacy Petit

ICONOGRAPHIE :
Macha Menu

RÉALISATION :

Pauline Dumortier,
Héloïse Lévêque,
Benjamin Martinez
Nicolas Massol,
Macha Menu,
Sophie Mercier,
Thuy Thuy Nguyen,
Marie Pannetrat,
Stacy Petit,
Sophie Pieplu,
Nathan Ramaherisson,
Nicolas Robertson,
Julia Toussaint,
Jonathan Trullard

PHOTO DE UNE :
Julia Toussaint

MAQUETTE :
Daniel Muller

IMPRESSION :
Imprimerie de l'Université de Strasbourg.
ISSN 2268-7602.